

Alain LABROUSSE

Les Tupamaros, des armes aux urnes

(Éditions du Rocher, Monaco, 2009, 446 p., 24,50 €)

Problèmes d'Amérique latine n° 74

L'Uruguay gouverné à gauche

(Éditions Choiseul, Paris, 2009, 142 p., 20 €)

Mauricio ROSENCOF

Les lettres qui ne sont jamais arrivées

(Éditions Folies d'Encre, Paris, 2009, 126 p., 14 €)

Depuis le 1^{er} mars 2010, José « Pepe » Mujica, l'ancien guérillero Tupamaro et candidat du « Frente Amplio » (Front Elargi), est président de l'Uruguay. Une trajectoire exceptionnelle pour ce cultivateur de fleurs de 74 ans, sénateur, pendant un temps ministre de l'Agriculture du charismatique président sortant socialiste Tabaré Vázquez.

Emprisonné durant quinze ans, avant et pendant la dictature des militaires (1973-1985), Pepe Mujica fut aux côtés de Raul Sendic, Eleuterio Fernandez Huidobro et Mauricio Rosencof l'un des dirigeants de premier plan du MLN-T (Mouvement de Libération National – « Tupamaros »).

Son accession à la Présidence de la République Orientale de l'Uruguay représente le seul cas d'Amérique latine d'une guérilla des années 1970 qui, vaincue militairement, a su se transformer en mouvement politique – le MPP (Mouvement pour la Participation Populaire) –, devenir la poutre maîtresse de la coalition du Frente Amplio et finalement l'emporter électoralement.

Dans son très exhaustif ouvrage « Les Tupamaros, des armes aux urnes », Alain Labrousse, excellent connaisseur

de l'Uruguay où il a vécu et où il retourne régulièrement, déjà auteur en 1971 de « Les Tupamaros, guérilla urbaine en Uruguay » (Éd. du Seuil), montre toute la complexité de cette évolution.

Réunissant très éclectiquement des ex-militants socialistes, communistes, maoïstes, anarchistes, « blancos », chrétiens..., le MLN-T apparaît au début des années 1960 dans une situation marquée tout à la fois par une récession économique qui remet en cause les avancées sociales à la base de « l'État de compromis », par l'échec électoral en 1962 des deux coalitions initiées par les communistes – FIDEL (Front de Gauche de Libération) – et par les socialistes – UP (Union Populaire) – et par l'impact de la révolution cubaine.

Jusqu'alors, l'Uruguay est considéré comme « la Suisse de l'Amérique Latine ».

Peu peuplé, moins de trois millions d'habitants dont près de la moitié vivant dans la capitale Montevideo, le pays a connu durant des décennies une prospérité réelle et, fait exceptionnel en Amérique Latine, dès 1911, des législations sociale, politique et économique très avancées.

Traditionnellement la vie politique y est dominée par deux partis : « Blanco » (Blanc) et « Colorado » (Rouge) qui, plus que des organisations idéologiques unifiées, sont des machines de conquête du pouvoir.

En 1971 se crée un nouveau pôle politique, le Frente Amplio, coalition des partis de gauche qui s'appuie sur un vaste réseau de comités de base dans les quartiers.

En même temps qu'ils développent la guérilla urbaine—attaques de banques, désarmement des policiers, enlèvements de personnalités—les Tupamaros créent un mouvement de masse légal : le Mouvement des Indépendants du 26 mars qui intègre le Frente Amplio.

Dès le départ coexistent donc deux courants : les « militaires » partisans de la théorie des « focos » (foyers de guérilla) et les « politiques » qui prônent l'action politique de masse et pour qui la lutte armée n'est qu'un complément.

A partir de novembre 1969, l'usage au début ciblé de la violence perçu avec sympathie par de nombreux Uruguayens devient la dominante du combat des Tupamaros qui se coupent de la population après l'exécution du « coopérant » de l'USAID, en fait agent du FBI, Dan Mitrione (août 1970).

La déviation militariste entraîne la multiplication des actions violentes et des assassinats. En avril 1972, le Parlement vote « l'état de guerre interne ». Toutes les libertés civiles sont suspendues. L'armée est chargée de la répression. À la fin de l'année, les

Tupamaros sont vaincus : tués, emprisonnés ou exilés.

Or, c'est bien après leur défaite qu'intervient en juin 1973 le coup d'État d'inspiration étasunienne ouvrant la voie à une dictature militaire de douze ans et au « Processus de Reconstruction Nationale » (formule analogue à celle de la junta argentine).

Ce ne sont plus les Tupamaros et leurs sympathisants que frappe la répression mais tous les membres des partis de gauche, des organisations sociales, des syndicats, les fonctionnaires (10 000 sont révoqués) et les militaires opposés au coup d'État.

Les membres du parti communiste (PCU) et des jeunesses communistes (UJC) qui, en dépit de leur légalité et de leur participation aux élections, font l'objet d'une surveillance policière secrète depuis 1947, sont, dans le cadre de l'Opération Morgan, traqués, assassinés et emprisonnés par centaines dans des centres clandestins baptisés « Infiernos » (« Enfers »).

En 1976, l'Uruguay est le pays du monde avec le plus fort taux d'emprisonnés politiques : 1 pour 450 habitants.

Dispersés, émigrés ou emprisonnés, les Tupamaros, qui se divisent en trois courants, s'engagent dans un débat interne qui se conclut le 14 mars 1985, le jour même où ils sortent de prison, par une déclaration publique des dirigeants historiques affirmant leur volonté de « militer et lutter dans le cadre de cette démocratie [...] qui est printanière ».

Le virage est historique. Il ne va pas sans nouveaux clivages, ni sans zigzags.

En 1989, le MLN-T qui a créé le Mouvement de Participation Populaire (MPP) réintègre le Frente Amplio avec une volonté encore plus affirmée de participer à la compétition électorale. Une nouvelle étape est franchie lorsqu'il impulse la création de la coalition «Espace 609».

Le 30 octobre 2004, le candidat du Frente Amplio, Tabaré Vázquez, est élu premier président de gauche de la République de l'histoire de l'Uruguay. En même temps, le Frente Amplio devient majoritaire au Congrès, le MPP étant la première force de gauche. Situation qui se confirme aux municipales de 2005 puis en 2009, aux primaires internes lors de la désignation du candidat aux présidentielles.

Tout en revenant sur la conversion victorieuse des Tupamaros, le n° 74 de la revue *Problèmes d'Amérique latine* présente aussi un tableau détaillé économique, social et politique de «l'Uruguay gouverné à gauche» auquel contribuent outre Alain Labrousse plusieurs chercheurs uruguayens réputés : Jaime Yaffé, Daniel Olesker, Mariela Quinones, Marcos Supervielle.

Comment interpréter la gestion du Frente Amplio au pouvoir ?

J. Mujica expliquait en avril 2008 «... le gouvernement essaie de réaliser des réformes qui ne remettent en rien le système en cause. Il essaie de contribuer à redistribuer plus équitablement à l'intérieur de la société dans laquelle nous vivons... Il s'est toujours défini comme un pacte de caractère progressiste et populaire».

Mais on ne saurait enfermer la réalité dans quelque formule que ce soit.

Au niveau macroéconomique, comme au niveau du quotidien de la population, notamment des plus pauvres, le bilan du premier gouvernement de Frente Amplio (2005-2010) explique qu'une majorité d'Uruguayens continuent de lui apporter leur soutien à toutes les élections.

Héritant d'une situation difficile due à l'application des recommandations néolibérales du FMI, le Frente Amplio a, en effet, inversé la tendance et les priorités avec succès.

En 2008, le PIB progressait pour la quatrième année consécutive de 8,9% (PIB industriel : + 19,3%). L'investissement augmentait de 19% (investissements industriels : + 40%).

En quatre ans, le chômage a reculé de 14% (2004) à 6,8% (2008).

La pauvreté est passée de 30 à 20%. L'indigence qui touchait 5% de la population en 2004 ne concerne plus que 2%.

D'amples réformes ont été lancées dans cinq domaines : la fiscalité (impôt sur le revenu et réduction de la TVA), le système de santé (en 2009, le nombre de bénéficiaires de la couverture avait doublé), l'éducation (budget et salaires des instituteurs doublés), mise en place d'un plan d'accès à l'informatique pour tous les élèves - plan Ceibal -, Plan social en deux temps («Plan d'Urgence» puis «Plan d'Équité»).

Réouverture des négociations salariales impulsées par le gouvernement avec augmentation des salaires réels de 25% (inflation comprise) entre 2005 et 2009.

Depuis son élection, J. Mujica a mis en place un gouvernement associant aussi bien les représentants de la gauche modérée que MPP, communistes et même ex-guérilleros de l'OPR 33 (anarchistes). Il poursuit dans un style « Monsieur Tout Le Monde » l'application du programme du Frente Amplio avec la volonté de réformer l'État et des gestes forts d'ouverture en direction des deux partis d'opposition (« Blanco » et « Colorado ») et de l'Armée.

Ce quasi-bouleversement du champ politique uruguayen n'aurait pu se produire sans la conversion des ex-guérilleros Tupamaros à la voie électorale, sans le terreau et le relais des associations de quartiers et structures coopérativistes auxquels s'est ajouté le soutien actif du monde culturel.

L'Uruguay compte nombre d'intellectuels de dimension internationale qui ont été per-

sécutés par la dictature parce qu'ils appartenaient à la gauche ou soutenaient le Frente Amplio, les écrivains Mario Benedetti, Juan Carlos Onetti, Eduardo Galeano, Carlos Liscano, ..., les chanteurs Daniel Viglietti, Alfredo Zitarrosa, ...

Symbole de ce lien entre créateurs culturels et engagement politique, le directeur des Affaires Culturelles de Montevideo, dramaturge et poète : Mauricio Rosencof. Fondateur des Tupamaros, incarcéré pendant neuf ans, il relate avec pudeur et tendresse dans un roman autobiographique, « Lettres qui ne sont jamais arrivées » le prix qu'ont payé à la dictature sa famille – de modestes émigrés polonais juifs – et toute une génération dont les survivants dirigent aujourd'hui l'Uruguay.

PAUL EUZIÈRE